

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/L-ecole-aux-prises-avec-l-extreme-droite-interview-de-Jean-Michel-Barreau>



École & société

L'école aux prises avec l'extrême droite : interview de Jean-Michel Barreau

- Société - Extrême droite -

Date de mise en ligne : samedi 18 janvier 2014

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés



Jean-Michel Barreau est professeur d'université, à l'université de Lorraine. Ses travaux portent principalement sur l'histoire de l'école et de l'éducation ainsi que sur les valeurs et contre-valeurs républicaines. Il prépare actuellement un ouvrage sur le Front National dans ses rapports avec l'école de la République.

L'extrême droite dirige aujourd'hui 14 communes, détient 2 sièges de députés et de sénateurs, 23 de députés européens. L'augmentation du nombre d'électeurs en faveur de l'extrême droite traduit-elle une déception face aux promesses non tenues, notamment les principes contenus dans la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité ?

En ce qui concerne l'extrême droite, il ne s'agit désormais plus d'évoquer la fameuse « montée » du Front National dont on nous a parlé pendant plusieurs décennies, mais bien de constater l'installation patente de ce parti politique dans l'espace français et européen. Les raisons du vote des électeurs en sa faveur sont nombreuses et il est possible qu'elles soient dans les promesses non tenues par les autres partis envers les principes de la devise républicaine. Certains militants frontistes disent même que le FN serait la seule « *digue républicaine* ».

Ce sont là de formidables contradictions et contre-vérités car l'identité historique du Front National est tout, sauf républicaine. Malgré ses multiples dénégations, assénées avec autant de véhémence que d'indignation, ce parti politique ne se réclame en rien de notre « Liberté, Égalité, Fraternité ». Pour mieux s'en convaincre, ce ne sont pas les démentis du FN qu'il faut écouter, ce sont ses journaux qu'il faut lire et ses sites Internet qu'il faut consulter.

La lecture des bimensuels d'information politique créés par Jean-Marie Le Pen en 1985, *La lettre de Jean-Marie Le Pen* qui deviendra *Français d'abord !* en 1995, nous renseignent précisément sur les rapports que le Front National entretient avec la République dans les coulisses de son fonctionnement idéologique. En particulier sur ce qui est son « Panthéon » politique. Car les grandes figures historiques qui font l'histoire, l'identité et la fierté de ce parti s'appellent Edmund Burke, Louis de Bonald, Antoine de Rivarol, Joseph de Maistre, Charles Maurras, Alexis Carrel, Gustave Thibon, etc. Ce parterre de contre-révolutionnaires chevronnés, d'ennemis assumés de la République, d'adversaires haineux de la démocratie ont régulièrement reçu les honneurs respectueux, admiratifs et reconnaissants de Jean-Marie Le Pen et des chroniqueurs du FN. C'est avec une discrétion aussi hypocrite qu'élégante que ces magazines ont passé sous silence le fait que ces théoriciens n'ont cessé de haïr, d'insulter, de ridiculiser et de maudire les Lumières, la Révolution française, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, l'Égalité, la Démocratie. Ces idéologues n'avaient pas de mots assez durs pour clamer que ces instances étaient décadentes, sanguinaires, sataniques, criminelles, mortifères, égalitaristes. « La démocratie, c'est la mort », disait Charles Maurras.

Sur son site Internet officiel, Marine le Pen a pris quelques distances avec Charles Maurras. Mais elle ne dit rien des autres figures de son Panthéon, comme si cette unique prise de distance suffisait à la dédouaner de l'ensemble du socle historique du Front National.

Comment analysez-vous le programme du FN pour l'école ? Le retour vers un âge d'or mythique semble être l'essence de ce programme. Quels en sont les ressorts idéologiques ?

Le FN est un imprécateur implacable de l'École de la République. Il l'a toujours été, avec une extrême virulence : Jean-Marie le Pen dans les années 70, Marine le Pen aujourd'hui. Aucun anathème n'a été épargné sur plus d'une trentaine d'années : décadence générale totale, pensée gauchiste dominante, illettrisme abyssal des écoliers, laxisme écoeurant des professeurs, baisse tragique du niveau scolaire, sauvagerie insupportable des élèves, méthodes pédagogiques aberrantes, climat de pornographie et de pédophilie latent ou patent, etc. Le tout, avec de sévères accusations sur le « voyou maghrébin » et les « immigrés qui font baisser le niveau scolaire ». Jean-Claude Martinez ou Bruno Mégret se chargeaient de ces anathèmes dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen* et dans *Français d'abord !* Valérie Lauphiès ou Bertrand Dutheil de La Rochère ont pris aujourd'hui le relais sur le site Internet officiel de Marine Le Pen. C'est une France scolaire de type « *Orange mécanique* » dont ont inlassablement parlé les idéologues du FN. Avec un ton guerrier qui en a toujours dit long sur leur volonté d'en découdre avec une école qu'ils ont constamment détestée.

Le programme de ce parti politique va très logiquement dans le sens de ce combat. Sélection à l'école, abolition du collège unique, suppression de la carte scolaire, révision des programmes dans un sens plus « national », mise en place d'une pédagogie « traditionnelle » et autoritaire, « protection » des établissements scolaires de l'immigration seront au rendez-vous de ce projet. C'est-à-dire un démantèlement radical de l'École de la République.

Afin de mieux légitimer ses prises de position, le FN fait vibrer intensément la corde du « c'était mieux avant ! ». Pour cela, il fait référence à une école de type IIIe République où maître sévères, élèves disciplinés et justice scolaire auraient été la règle fondamentale. C'est une version de l'histoire républicaine totalement erronée car si Jules Ferry incarnait bien la République, son école n'incarnait absolument pas l'égalité républicaine. L'école primaire gratuite était « l'école du peuple » et l'école secondaire payante était celle des « notables ». L'enseignement secondaire féminin de Camille Sée n'était pas allé jusqu'à créer un baccalauréat pour les filles. Cela n'est pas du tout faire injure à cette École de la IIIe République que de constater ses inégalités car elle les a corrigées par la gratuité du secondaire dans les années 30 et la création du baccalauréat féminin en 1924, par exemple. La Ve République a continué de démocratiser cette école républicaine. Tout cela sous les huées de l'extrême droite de l'époque qui criaient au « communisme » et à « l'égalitarisme ».

Dans les années 1990, le FN avait tenté, sans succès, l'infiltration des corps intermédiaires en créant des syndicats. Comment analysez-vous l'émergence des collectifs tels que Marianne, Audace, Racine, avec en leur sein, pour certains, des cadres de l'Éducation nationale ?

Ces collectifs qui s'adressent aux enseignants, aux étudiants, à la jeunesse et aux actifs « patriotes » sont des stratégies d'ouverture auprès de publics qui restaient encore fermés au FN. Ce sont des manoeuvres que l'on pourrait qualifier de dé-ringardisation de ce parti politique. Car le FN du papa, avec son bandeau noir sur l'oeil, son rictus haineux, son racisme récurrent et ses saillies négationnistes, ne passait pas auprès de ces publics. Le FN de la fille, avec le visage lisse de ses jeunes militants, la figure angélique de Marion, ses cadres costumés et cravatés et son discours politiquement correct passera sans doute mieux.

Ces néo-frontistes, qui viennent parfois de la gauche Chevènementiste, ont la foi des néo-convertis persuadés de faire du neuf. Le collectif Racine qui s'est réuni le 12 octobre 2013 à Paris en conférence de presse sous l'égide du Rassemblement de Marine Le Pen était caractéristique à cet égard en appelant au « redressement de l'école ». Ce collectif a énoncé une liste de sentences extrêmement sévères contre l'école de la Ve République. Ses intervenants ont parlé « d'égalitarisme », de « désastre », de « déclin », « d'illettrisme », de « pédagogisme », « d'individualisme

de 1968 », « d'idéologie permissive de 1968 », de « difficultés à instruire les élèves d'origine immigrée », « d'immigration de masse qui pose un problème », de « dogmes mondialistes appliqués à la politique éducative », etc.

Mot pour mot, c'est très exactement ce que dit sur l'école le Front National, depuis sa création. Le collectif Racine qui croit faire du neuf, ne fait qu'un copier/coller des vieilles affirmations du FN. Par ailleurs, Marine le Pen, qui aime jouer de la formule de "l'UMPS" pour postuler du copinage des partis politiques entre eux, ne fait pourtant rien d'autre elle-même que du "Jean-Marine Le Pen". C'est à dire une sorte de métamorphose de l'identique, entre le père et la fille.

L'école est actuellement secouée par des tensions autour du genre (ABCD de l'égalité, JRE, Vigigender). On retrouve souvent à leur origine les mêmes militants que ceux de la "manif pour tous". Quels sont leurs liens avec l'extrême droite et/ou le FN ? Comment analysez-vous ce phénomène ?

L'ABCD de l'égalité a focalisé contre lui des groupements dont les motivations, les militants et les actions se croisent et s'entrecroisent avec des appellations diverses. Ils ont pourtant une convergence de méthodes d'attaque : l'accusation de perversité sexuelle. Ils font jouer à fond la fibre de cette perversion proclamée car ils savent très bien que cela touche la personne dans ce qu'elle a de plus profond : l'intimité, l'innocence, la pudeur, l'amour. Farida Belghoul accuse l'Éducation nationale de promouvoir l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité à l'école. Sur son site, La Fédération autonome de Parents Engagés et Courageux, on trouve de longs articles très argumentés de la part de ses militants pour déclarer que « *Débauche masturbatoire et endoctrinement des masses* » serait l'objectif final d'un « *Nouvel Ordre Sexuel Mondial* ». Vigigender parle de « *sexe polymorphe* » et de « *monde androgyne* » comme finalité concoctée par l'Éducation nationale. Sa coordinatrice Esther Rivet explique que des expositions à l'école, financées par l'État, apprennent aux femmes à « détester la maternité ». À Strasbourg, une soirée s'est terminée avec l'évocation de relations sexuelles entre personnes de même sexe et de sodomie dans une école du Haut-Rhin. La Manif pour tous dit s'opposer à « *tout ce qui déconstruit l'identité sexuelle des enfants* ».

Les plus-values fermement escomptées de ces réquisitoires sont celles de la peur, de l'indignation, de la panique, de la colère, de la révolte et du... retrait des enfants de l'école par leurs parents.

Mais pour aussi violents et diffamatoires qu'ils soient, ces accusations et ces faux procès ne sont pas nouveaux. Ils font même partie intégrante de l'histoire scolaire et sociétale. Au XIXe siècle, la création de l'enseignement secondaire féminin faisait dire aux conservateurs de l'époque que les jeunes filles déboussolées par leur savoirs allaient « se donner en premier venu » et que la « prostitution » et le « suicide » en seraient la rançon. On reprochait que la création du baccalauréat en 1924 fasse sortir les femmes de leur « tradition séculaire » qui était celle du foyer et des enfants. Dans les années 60, ceux qui s'opposaient à la mixité filles-garçons dans les établissements scolaires affirmaient avec horreur que les lycées allaient devenir des « bordels ». Sans oublier que les femmes qui voulaient se maquiller, porter le pantalon ou prendre la pilule se faisaient traiter de « *putes* », de « *garces* » et de « *salopes* ». Et les garçons qui se laissaient pousser les cheveux longs à la mode des Beatles se faisaient traiter de « *gonzesses* ». Actuellement, certains parlent de « *féminisation du monde* ».

Quant au Front national, il a toujours été un champion des accusations de « *décadence* » sexuelle à l'école : un véritable athlète dans ce domaine. Par exemple, à la fin des années 90, dans le contexte des affaires de pédophilie en Belgique et en France, Bruno Gollnisch profitait de cette actualité pour accuser les gouvernants de « *laxisme* », avec leurs « *lois tordues* » qui n'empêchaient pas les « *détraqués sexuels* » de venir rôder autour des écoles avant d'avoir purgé leur peine. Cette pédophilie était devenue un « *mal français* » qui s'était abattu sur notre pays, disait-il. Au moment de l'accès de la pilule du lendemain dans les établissements scolaires, il était question dans *Français d'abord* ! d'une école où l'on y apprenait désormais la « *débauche* ». D'autres numéros parlaient d'une école dans

laquelle on faisait lire sciemment aux élèves des textes pornographiques. Prostitution/pornographie/pédophilie a été l'éternel triptyque que l'extrême droite a toujours mis en avant pour mieux insulter et dramatiser les changements scolaires qu'elle refusait. L'esprit de 1968 était derrière toutes ces horreurs, et cette extrême droite le dit encore aujourd'hui.

Comment analysez-vous la référence constante à la laïcité dans le discours du FN ?

Le FN se fait une virginité républicaine sur le thème de la laïcité, en particulier avec les questions de l'islam, des musulmans, du voile. L'affaire « Baby loup » fut exemplaire, de ce point de vue. Marine Le Pen s'indigne que dans les écoles, les piscines, les hôpitaux, les entreprises et les services publics que les « *communautarismes* » imposent leur loi. Elle parle de recul, de dégradation, de faiblesse et affirme que depuis des années « *la République française ne fait plus respecter ces principes* ». Elle a même un conseiller « République et laïcité ».

Mais Marine Le Pen ne fait que perpétuer ce que faisait Jean-Marie le Pen depuis longtemps, à savoir : donner des leçons de république à la République. Car l'une des grandes caractéristique du FN est qu'il a été pendant plus d'une trentaine d'années un formidable donneur de leçons républicaines à ses adversaires politiques. Il a réussi cet exploit - qui est un véritable culot politique - de s'autoproclamer le défenseur critique de la République alors que son Panthéon historique n'est fait que de figures qui n'ont cessé d'attaquer cette République.

La vérité est que le Front National à honte de ses propres valeurs et de sa propre histoire. Il joue à cache-cache avec elles en ne montrant que ce qui l'arrange de lui-même et en camouflant honteusement ce qui le dérange dans son identité.

Déjà publié :

Critique des formes réactionnaires, Éditions du Panthéon, 2013.

L'école et les tentations réactionnaires, Réformes et contre-réformes dans la France d'aujourd'hui, Éditions de l'Aube, avril 2005.

L'extrême droite, l'école et la République, Petits détours par l'histoire, Paris, Syllepses, septembre 2003.

Vichy, contre l'école de la République, Théoriciens et théories scolaires de la Révolution nationale, Paris, Flammarion, 2000.

Quelques articles significatifs sur ce sujet :

"Que la décadence soit ! De l'argument scolaire sécuritaire dans les discours d'extrême droite sous la Cinquième République". Éduquer. Psychologie et Sciences de l'éducation, n°7 « Sécuriser », Paris, L'harmattan, Paris, 2004.

« Le port du voile, celui de l'uniforme et celui de la barbe : l'imbroglia républicain », *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, mardi 16 mars 2004.

« Charles Maurras, les conservateurs et le refus de l'Etat-éducateur », *Savoir - Education - Formation*, n° 2, avril-juin 1997.

« Valeurs nationales contre valeurs républicaines. Vichy et l'école : Instinct, Tradition, Sélection". *Spirale*, n° 21, 1998.

« De quelques idées réactionnaires en éducation. Eléments pour une histoire du conservatisme scolaire ». *Penser l'éducation*, n° 1, juin 1996.

« Alexis Carrel et l'éducation : Science, Autorité, Ordre », *Histoire et anthropologie*, n° 7, avril-juin 1994.